

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de remercier la République française et son Président M. Emmanuel MACRON, de l'initiative de ce Sommet qui fait suite au remarquable travail conclu il y a deux ans jour pour jour, ici même à Paris.

L'adoption de l'accord de Paris marquait en effet une étape décisive dans notre lutte commune pour la préservation de la Planète.

Les 195 délégations présentes à l'époque, soutenues par les forces vives des sociétés et par des opinions publiques mobilisées, affirmaient leur détermination commune face au danger du réchauffement climatique.

Il y a deux ans, nous prenions tous l'engagement de changer le cours des choses.

Or, il nous faut aujourd'hui admettre que l'essentiel reste à faire.

C'est ce que nous ont rappelé, il y a moins d'un mois encore, 15.000 scientifiques signataires d'une tribune publiée dans la revue *BioScience* et relayée par la presse internationale.

Pour sauver notre Planète, pour assurer son avenir et celui de nos enfants, nous devons instaurer un nouveau mode de développement, apte à réconcilier les ambitions des hommes, leur besoin de prospérité, de santé, de mobilité, et les exigences fondamentales de la nature.

Dans cet objectif, les Etats se doivent, à la mesure de leurs moyens, de dégager des ressources financières visant à aider le développement de projets durables et rémunérateurs.

Depuis 2006, la Principauté de Monaco a créé un fonds vert national qui vise à promouvoir et à soutenir des projets ayant pour vocation la préservation de l'environnement.

A ce titre, j'ai le plaisir de vous annoncer que mon pays marque un grand intérêt à participer en outre à un fonds exclusivement consacré aux technologies durables aux côtés d'autres pays.

Au-delà, nos systèmes économiques doivent être reconsidérés. En effet, il ne s'agit pas uniquement de dégager des ressources financières supplémentaires, si nécessaires soient-elles. Il s'agit de comprendre

comment concilier durablement le développement des hommes et la préservation de notre Planète. Il s'agit d'identifier et de mettre en œuvre les changements nécessaires.

Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui de nécessité plus urgente. Je voudrais à cet égard attirer votre attention sur une dimension qui a trop souvent été négligée de cette réflexion : la dimension maritime.

Les mers représentent plus de 70% de la surface de la Planète. Elles produisent 50 % de notre oxygène et absorbent 25 % de notre CO₂. Elles abritent par ailleurs une biodiversité indispensable aux équilibres climatiques.

Or, les mers sont aussi au cœur de notre système économique, sans que nous en ayons toujours conscience. Les zones littorales abritent près de la moitié des êtres humains. Plus de 80% de nos échanges commerciaux se font par voie maritime. Demain, une grande part de notre énergie, de notre alimentation et de nos matières premières pourrait bien provenir des mers.

A condition que nous sachions les préserver. A condition que nous mettions en place, autour d'elles, avec elles et pour elles, des mécanismes de développement équilibrés et durables, permettant de créer un cycle économique vertueux, autour notamment de l'action contre le changement climatique.

Je pense en particulier à la question du carbone bleu, qui doit être réellement valorisée, et qui doit susciter notre engagement. Nous devons comprendre la nécessité de préserver et de régénérer les zones les plus à même de créer des puits de carbone tels que les marais et les mangroves en particulier.

Au-delà de ces zones, c'est tout le système des aires marines protégées, dont nous savons aujourd'hui les effets positifs non seulement sur la conservation des espèces, mais aussi sur l'atténuation du changement climatique, qui doit être étendu et développé. Car non seulement ces aires marines protégées contribuent à la préservation des océans et la lutte contre le réchauffement mais elles seront aussi porteuses d'une dynamique économique très forte.

Je rappelle l'étude rendue publique il y a deux ans par le WWF : elle annonçait qu'une extension des aires marines protégées à 10 % de la surface des mers d'ici 2020, et à 30 % d'ici 2030, générerait entre 490 et 920 milliards de dollars et créerait 150 000 à 180 000 emplois d'ici 2050.

Or, nous sommes aujourd'hui à moins de 5% des surfaces maritimes sous statut protégé.

De la même manière, les ressources et les potentialités des océans, si elles sont correctement valorisées et exploitées de manière durable, peuvent être au cœur d'une nouvelle croissance.

Je pense bien sûr aux énergies renouvelables, pour lesquelles les mers offrent de très nombreuses perspectives de développement durable, par leurs équilibres physiques, leurs courants, leurs marées ou leurs vents. Cette piste prometteuse s'offre si nous savons nous y engager.

Je pense aux bio-ressources marines, dont nous commençons à percevoir les potentialités pour les industries chimiques ou pharmaceutiques.

Je pense bien entendu aux ressources halieutiques, que nous devons apprendre à préserver et à gérer sans menacer les écosystèmes.

Toutes ces perspectives supposent un nouveau rapport aux mers et aux océans. Un rapport plus respectueux, seul à même de préserver leurs équilibres, de régénérer leurs ressources, et de nous permettre de bénéficier de leurs immenses richesses.

Pour toutes ces raisons, il y a urgence à se mobiliser pour le climat, il y a urgence à se mobiliser pour les océans.

Je vous remercie.